

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE DU BUREAU METROPOLITAIN DU 13 JUIN 2024

DELIBERATION N°2024.00356

**AJUSTEMENT DES SERVICES COMMUNS ET DES MODALITÉS DE
REFACTURATION - AVENANTS AUX CONVENTIONS**

Le Bureau Métropolitain a été convoqué le 07 juin 2024

Nombre de membres en exercice : 68

Nombre de présents : 51

Nombre de pouvoirs : 9

Nombre de voix : 60

Président de séance : Mme Sylvie FAYOLLE,

Secrétaire de séance : Mme Siham LABICH

Membres titulaires présents :

M. Jean-Alain BARRIER, M. Denis BARRIOL, M. Jean-Luc BASSON,
Mme Françoise BERGER, Mme Nora BERROUKECHE, M. Cyrille BONNEFOY,
M. Bernard BONNET, M. Vincent BONY, M. Patrick BOUCHET, M. Kamel BOUCHOU,
M. Gilles BOUDARD, M. Régis CADEGROS, M. André CHARBONNIER,
M. Marc CHASSAUBENE, M. Marc CHAVANNE, Mme Frédérique CHAVE,
M. Charles DALLARA, M. Jean-Luc DEGRAIX, M. Philippe DENIS, M. François DRIOL,
M. Christian DUCCESCHI, M. Fabrice DUCRET, M. Frédéric DURAND, M. David FARA,
M. Martial FAUCHET, M. Christophe FAVERJON, Mme Sylvie FAYOLLE,
M. Jean-Claude FLACHAT, Mme Andonella FLECHET, M. Luc FRANCOIS,
M. Michel GANDILHON, M. Pascal GONON, Mme Ramona GONZALEZ GRAIL,
M. Marc JANDOT, M. Christian JULIEN, M. Robert KARULAK, Mme Siham LABICH,
M. Bernard LAGET, M. Denis LAURENT, M. Yves LECOCCQ,
Mme Christiane MICHAUD-FARIGOULE, M. Gilles PERACHE,
M. Jean-Philippe PORCHEROT, M. Jean-Paul RIVAT, M. Jean-Marc SARDAT,
Mme Nadia SEMACHE, M. Christian SERVANT, M. Gilbert SOULIER, M. Marc TARDIEU,
Mme Marie-Christine THIVANT, M. Gilles THIZY

Pouvoirs :

Mme Ingrid ARNAUD donne pouvoir à Mme Françoise BERGER,

M. Gilles ARTIGUES donne pouvoir à M. Jean-Luc DEGRAIX,

RECU EN PREFECTURE

Le 21 juin 2024

VIA DOTELEC - iXBus

99_DE-042-244200770-20240613-D20240035610

Date de mise en ligne : 21 juin 2024

Mme Christiane BARAILLER donne pouvoir à M. Cyrille BONNEFOY,
Mme Stéphanie CALACIURA donne pouvoir à M. Jean-Paul RIVAT,
M. Guy FRANCON donne pouvoir à M. Pascal GONON,
M. Christian JOUVE donne pouvoir à M. Bernard BONNET,
M. Patrick MICHAUD donne pouvoir à M. Robert KARULAK,
Mme Aline MOUSEGHIAN donne pouvoir à M. Régis CADEGROS,
M. Gaël PERDRIAU donne pouvoir à M. Marc CHASSAUBENE

Membres titulaires absents excusés :

M. Eric BERLIVET, M. Jordan DA SILVA, M. Jérôme GABIAUD, M. Julien LUYA,
M. Yves MORAND, M. Gérard TARDY, M. Daniel TORGUES, M. Julien VASSAL

DELIBERATION DU BUREAU METROPOLITAIN DU 13 JUIN 2024

AJUSTEMENT DES SERVICES COMMUNS ET DES MODALITES DE REFACTURATION - AVENANTS AUX CONVENTIONS

En application de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et compte-tenu du développement du schéma de mutualisation intercommunal, les Villes de Saint-Etienne, de Saint-Chamond et Saint-Etienne Métropole se sont dotées de services communs chargés de l'exercice de missions fonctionnelles ou opérationnelles.

Dans un environnement de technicité de plus en plus complexe et mouvant, ces services communs permettent de créer des fonctions d'expertises suffisamment dimensionnées pour faire face aux nouveaux enjeux et d'améliorer la coopération et la coordination dans la mise en œuvre de l'action publique.

A ce jour, les services communs mis en place sont les suivants :

- **Direction Générale** : Direction Générale, Assemblées, Communication et marketing territorial ;
- **Pôle ressources** : Finances, Affaires juridiques et commande publique, Ressources humaines, Systèmes d'information et du numérique, Politiques contractuelles et financements extérieurs, Appui aux projets transversaux et subventions aux associations, Achats et Logistique ;
- **Pôle action territoriale et proximité** : Grands travaux d'infrastructures et Gestion des bâtiments ;
- **Pôle attractivité** : Développement économique Emploi Insertion, Relations internationales, Tourisme et Tourisme d'affaires, Design Management ;
- **Pôle Développement Culturel, sportif et évènementiel** : Évènementiel, Affaires culturelles, Sports ;
- **Pôle urbanisme** : Immobilier construction Aménagement foncier, Habitat et cohésion sociale, Projets urbains, Observatoire territorial ;
- **Pôle services à la population** : Accessibilité, handicap, ville inclusive et durable.

Les effets de ces mises en commun de services sont réglés par des conventions entre les trois structures. Le partage des charges, portées et assurées comptablement par Saint-Etienne Métropole, est ainsi déterminé dans ces conventions de services communs.

Il apparait nécessaire d'apporter des ajustements techniques.

Les frais afférents aux missions exercées par le service commun sont les suivants :

Les dépenses directes du service commun :

Il s'agit des charges directement imputables au service commun pour assurer son fonctionnement (déplacements, annonces, prestations externes, équipement...). Les dépenses des services communs ont vocation à être uniquement portées par Saint-

Étienne Métropole selon des modalités définies dans un règlement de service prévoyant les modalités de refacturation.

A ce stade, ce travail a permis d'identifier les dépenses directes de 6 services communs qui seront à terme financées par Saint-Etienne Métropole :

- Direction Générale (DG) ;
- Direction des Systèmes d'Information et du Numérique (DSIN) ;
- Services mutualisés de la direction Achat et Logistique (DAL) ;
- Direction de la Gestion des Bâtiments (DGB) ;
- Direction Evènementiel ;
- Direction Immobilier, Construction, Aménagement et Foncier (DICAF) ;

Les avenants aux conventions de rattachement de ces directions et les règlements de service, joints à la présente délibération précisent les modalités de refacturation sur la base de ratios de répartition propres à l'activité de ces services.

La refacturation démarrera pour les dépenses réalisées au titre de 2024.

Les dispositions concernant les dépenses directes des autres services communs restent inchangées.

Les charges indirectes de structure :

La facturation de ces charges indirectes aux membres est actuellement faite selon un taux de 6,43 % appliqué à la masse salariale.

Ce taux comprend :

- les frais de locaux et les coûts associés ;
- les frais de véhicules de pool et coûts associés ;
- les fournitures et documentation (dont le mobilier) ;
- l'assurance responsabilité civile.

A compter du 1^{er} janvier 2024, il convient d'intégrer dans les charges de structure, les coûts de la téléphonie mobile et matériel associé du personnel (abonnements et matériel de téléphonie mobile). A cet effet, le taux des charges de structure à appliquer sur la masse salariale est porté à 6,69 % à compter du 1^{er} janvier 2024.

La masse salariale :

Le montant de masse salariale à refacturer a été déterminé pour chaque service commun compte-tenu des missions prises en charge par le Service commun au bénéfice de la Ville de Saint-Étienne ou de la Ville de Saint-Chamond.

Chaque convention de service commun prévoit la possibilité d'ajuster par avenant l'usage, notamment si le service commun devait faire augmenter ou diminuer ses effectifs. Or, il est confirmé que la mise en place des services communs a permis d'optimiser l'organisation et de diminuer effectivement les effectifs des services communs.

Afin de tenir compte de ces évolutions, il est nécessaire d'ajuster le tableau des postes de Saint-Etienne Métropole.

Les suppressions de postes suivantes sont proposées :

Pôle	Direction	Définition	Numéro
Direction Générale	Développement urbain	Assistant de direction Adjoint administratif Temps complet	10918
Direction Générale	Assemblées	Responsable de Service Attaché territorial Temps complet	10999
Direction Générale	Communication	Chargé de communication Attaché territorial Temps complet	11383
Ressources	Affaires juridiques et commande publique	Conseiller juridique Attaché territorial Temps complet	10070
Ressources	Finances, ressources et programmation	Conseiller en méthode et qualité comptable Adjoint administratif Temps complet	10014
Ressources	Finances, ressources et programmation	Assistant budgétaire et financier Adjoint administratif Temps complet	10949
Ressources	Ressources Humaines	2 Assistants administratifs Adjoint administratif Temps complet	11196 11245
Ressources	Ressources Humaines	Psychologue clinicien Psychologue territorial Temps complet	11249
Ressources	Systèmes d'information et numériques	Support technique informatique Technicien Temps complet	11449
Action territoriale et proximité	Gestion des bâtiments	4 Ouvriers de maintenance des bâtiments Adjoint technique Temps complet	11676 11677 11678 11679
Développement culturel, sportif, évènementiel	Evènementiel	Chauffeur – Monteur évènementiel Adjoint technique Temps complet	11090

Développement urbain	Projets urbains	Chargé d'études architecturales et urbaines Ingénieur Temps complet	11497
Développement urbain	Projets urbains	Chargé de mission administratif et financier Attaché Temps complet	11494

Cette réduction d'effectif doit se traduire par une réduction du montant de masse salariale refacturé pour chacun des services communs concernés et par un ajustement de l'usage.

Par ailleurs, il convient de préciser le système de refacturation pour prendre en compte les vacances de poste et la masse salariale des agents non permanents. En effet, le montant refacturé a été déterminé forfaitairement ; il apparaît nécessaire de moduler ce montant refacturé en fonction d'une part des vacances de poste et d'autre part des renforts recrutés dans les services communs.

Le montant du service commun à refacturer à la Ville de Saint-Etienne ou à la Ville de Saint-Chamond sera ajusté en plus ou en moins selon les modalités suivantes :

Montant de référence actualisé du service commun
+ Masse salariale des agents non permanents* ratio d'usage du service commun
- Masse salariale des postes vacants * ratio d'usage du service commun
TOTAL A REFACTURER

Les agents non permanents sont les agents en CDD de remplacement, d'accroissement d'activité, en emploi saisonnier, ainsi que les vacataires, les apprentis, et les agents en contrats aidés.

Les postes vacants à prendre en compte sont les postes des services communs devenus vacants depuis la mise en place du service commun. La masse salariale des postes vacants est calculée sur la base du coût moyen par cadre d'emplois à SEM et est proratisée à la durée de vacance du poste.

Le ratio d'usage du service commun est calculé en fonction du ratio suivant : ETP d'usage au bénéfice de la commune / Nombre d'ETP total du service commun inscrit au tableau des postes de Saint-Etienne Métropole au 1^{er} janvier de l'année.

L'ensemble de ces dispositions est décliné au travers des avenants à chaque convention de service commun.

Le Bureau de Saint-Etienne Métropole, après en avoir délibéré :

- **approuve les suppressions de postes précitées ;**
- **autorise Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer les avenants joints à la présente délibération ainsi que tous les actes afférents ;**
- **la dépense correspondante sera imputée au financement des services communs portés par Saint-Etienne Métropole sur l'attribution de compensation de fonctionnement communale ;**
- **les dépenses et recettes correspondantes sont inscrites au budget.**

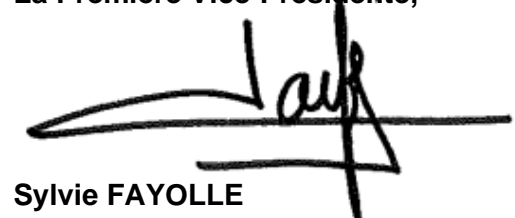
Ce dossier a été adopté à l'unanimité.

Pour extrait,
La Secrétaire de Séance,



Siham LABICH

La Première Vice-Présidente,



Sylvie FAYOLLE